

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 04/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OMYA SAS

6 RUE PIERRE SEMARD
51240 Omey

Références : -
Code AIOT : 0006600605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement OMYA SAS implanté Lieu-dit "Visseau du Corbeau et la Combe Posada" 30350 Moulézan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de la nouvelle autorisation environnementale du 17 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- Lieu-dit "Visseau du Corbeau et la Combe Posada" 30350 Moulézan

- Code AIOT : 0006600605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de blocs de calcaire, une partie des matériaux extraits est à destination de clients, l'autre partie à destination de l'usine Omya d' Orgon (13) pour la production de carbonate de calcium. L'exploitation de cette carrière est réalisée par campagne et sous traitée à la société Polycor depuis 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans la partie nord/est de la carrière un bloc s'est effondré sur la banquette, il semblerait que le pied de ce bloc était de mauvaise qualité d'où l'effondrement. L'exploitant doit faire purger ce bloc.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier de l'installation	Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Diagnostic des effets cumulés : piste de liaison vers les installations de	Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 4.2.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 6.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 17/09/2024, article 3.1	Sans objet
7	Remise en état et acceptation de déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a des actions correctives à mener et des justificatifs à fournir à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] <ul style="list-style-type: none">les plans tenus à jour, [...]
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection un plan du cabinet Géomètres experts infra datant du 10/01/2025, sur lequel ne figure pas la bande de 10 mètres à l'intérieur du périmètre d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit à l'inspection un plan faisant apparaître la bande des 10 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/09/2024, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau utilisée pour l'abattage des poussières et le nettoyage des blocs extraits provient du pompage des eaux météoriques accumulées en fond de fouille. Ces volumes sont complétés en période sèche par des apports en citernes d'eaux extérieures conformément aux données présentées dans l'étude d'impacts du dossier de demande d'autorisation environnementale (point 7.1.2 de l'étude d'impact de décembre 2023).</p> <p>Les différents usages de l'eau font l'objet de comptabilisations séparées.</p> <p>Tous les apports d'eaux extérieures font l'objet d'une traçabilité concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la provenance (origine du prélèvement - dûment autorisé pour un usage industriel -, nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau, et code national de la masse d'eau) ; - les volumes entrants ; - l'usage (abattage des poussières, nettoyage des blocs, protection incendie) ; <p>Conformément aux données de l'étude d'impact susmentionnée, la consommation annuelle - hors besoin du personnel et protection incendie -, ne dépasse pas 500 m³ par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas eu d'exploitation depuis la nouvelle autorisation du 17 septembre 2024, l'exploitant veillera à assurer la traçabilité de la ressource en eau utilisée, Il déclare être bien en dessous des 500 m3 autorisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Diagnostic des effets cumulés : piste de liaison vers les installations de

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser une étude afin d'établir les impacts sur la biodiversité de la piste permettant l'acheminement de matériaux vers les installations de traitement au sein de la carrière voisine, sise au lieu-dit « Les Lens ». Cette étude s'attache notamment à apprécier l'effet «barrière »/rupture de continuité écologique de ladite piste. Il propose, le cas échéant, une ou des mesures de réduction d'impact.</p> <p>Cette étude est réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que l'étude est en cours, d'après son arrêté d'autorisation il a jusqu'au 17/03/2025 pour fournir cette étude.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une fois l'étude des impacts sur la biodiversité de la piste finalisée, l'exploitant est tenu de la transmettre à l'inspection dans les délais fixés par la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 4.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en défens des secteurs à enjeux écologiques
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> Mesure R1 : Mise en défens des secteurs à enjeux écologiques : <p>Les zones naturelles d'intérêt écologique à baliser sont notamment celles qui font l'objet des mesures d'évitement présentées ci-avant situées en marge de l'emprise du projet (exemple : arbre gîte, bâti en ruine, station de Belladone, éventuels nids de Damier de la Succise). Un marquage de ces zones, à l'aide d'un filet de balisage ou autre élément identifiable (chaînette, grillage) présentant des couleurs vives, sera effectué en marge des éléments à conserver. Elle sera suffisamment solide pour supporter des phénomènes venteux importants. Une pancarte « Attention, zone écologique à préserver, défense de déposer tout matériau » sera installée de façon suffisamment apparente pour être vue et respectée dès le démarrage du chantier.</p>
Constats : <p>Les filets de balisage ou autres éléments identifiables (chaînette, grillage) ne sont pas en place.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant met en place le balisage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.</p>
Constats : <p>La mesure du niveau de bruit n'a pas encore été réalisée, l'exploitant a jusqu'au 17 septembre 2025 pour réaliser cette mesure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Feux
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). L'exploitant assure l'accueil et la prise en charge des sapeurs-pompiers à partir de l'entrée sur site. Un plan schématique du site, sous forme de pancarte inaltérable, est mis à disposition des sapeurs-pompiers afin de faciliter leur intervention. L'exploitant met en œuvre sur son site deux citernes d'eau de 49 et 30 m ³ équipées d'un « raccord pompier » pour la défense incendie. L'exploitant met à disposition aux services de secours un plan de son site recensant les moyens d'intervention. Ce plan est tenu à dispositions de l'inspection des installations classées.
Constats : Trois citernes sont présentes sur le site, leur capacité n'a pas pu être établie. Un plan schématique du site, sous forme de pancarte est présent à l'entrée de la carrière, les citernes n'y sont pas indiquées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la capacité des citernes et mentionne leur présence sur le plan à l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Remise en état et acceptation de déchets inertes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2024, article 8.3
Thème(s) : Situation administrative, Remblaiement
Prescription contrôlée : Le plan de la remise en état finale se trouve en annexe 3 du présent arrêté. La remise en état doit permettre une restitution à la vocation naturelle du site par intégration paysagère et valorisation écologique. Le site n'admet pas de déchets inertes extérieurs.
Constats : La remise en état est en cours dans la partie ouest de la carrière. Aucun déchet inerte extérieur n'est admis sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche / rétention
--

Prescription contrôlée :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

L'inspection a constaté que l'aire étanche du site n'était pas fonctionnelle, puisque le regard de collecte est saturé et il n'y a pas de caniveau autour.

L'exploitant dispose de deux containers pour stocker des produits pétroliers et du matériel. Le jour de l'inspection, leur accès était bloqué par deux blocs de calcaire afin d'éviter les vols, l'exploitation étant à l'arrêt ce jour là il n'y avait aucun engin pour les déplacer. L'inspection n'a donc pas pu avoir accès à ces containers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise des travaux sur son aire de ravitaillement afin de la rendre fonctionnelle, il s'assure du bon fonctionnement du déshuileur.

L'exploitant fournit à l'inspection des éléments attestant que les produits stockés sur le site sont équipés d'une rétention adaptée et dimensionnée conformément aux exigences susvisées.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois
